

22 JANVIER 1919

263

130

E 2200 Paris 1/1551

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

Copie
L n° 463

Paris, 22 janvier 1919

M. Gorjat est arrivé hier à Paris. J'ai eu, ce matin, une longue conférence avec lui et il a rendez-vous au Ministère de la Reconstitution industrielle avant de partir pour Bruxelles, où il sera au commencement de la semaine prochaine; suivant le cours des événements et le résultat de ses démarches dans la capitale belge, je verrai s'il y a lieu que je fasse moi-même un saut à Bruxelles. Cette question du charbon a toute mon attention; j'ai profité de ce que M. Loucheur assistait aujourd'hui au déjeuner offert à M. Ador par le Président de la République pour lui parler de nouveau de notre situation lamentable et je lui ai demandé ce que signifiait ce chiffre de 44'000 tonnes indiqué par les chemins de fer alsaciens comme envoi global de la Sarre pour le mois de janvier. M. Loucheur m'a confirmé qu'il nous livrerait 60'000 tonnes par mois en provenance du bassin de la Sarre et il ne s'expliquait pas ce chiffre de 44'000 tonnes à moins que par suite de difficultés de transport ou de pénurie de matériel roulant suisse il n'y ait eu un accroissement provenant non pas de la livraison mais de l'expédition.

Nous savons que M. Butticaz est déjà à Sarrebrücken et je suis persuadé que ses efforts sur place seront très utiles pour améliorer la situation.

M. le Président Ador a, du reste, dû en parler dans les entretiens qu'il a déjà eus avec M. le Président Clemenceau, M. Loucheur et M. Claveille, Ministre des Transports publics.

Quant au prix, je n'ai pas encore pu arriver à être fixé à cet égard, malgré toute l'insistance que j'y mets. Un jour on me dit, ce sera peut-être 100.– frs., le lendemain j'apprends qu'on nous réclamera 120.– frs., et le surlendemain on m'assure que ce sera 110.– frs. Je crois qu'en réalité le Ministère des Finances est un peu plus gourmand que ne le sont les autres Ministères et qu'il y a évidemment un peu de tirage entre les divers dicastères de l'administration française. De là le retard mis à nous répondre.

Je ne veux pas achever ce rapide rapport sans attirer votre attention sur le fait que depuis un certain temps il est beaucoup plus difficile de voir les fonctionnaires avec lesquels j'ai des relations, parce que tout le monde est plus ou moins pris par la Conférence de la Paix ou par des travaux provoqués par cette Conférence. Si Paris passe pour être actuellement le centre du monde politique, je vous assure que c'est aussi le centre de la complication et puis il y a une chose bien mal organisée: à Paris les journées n'ont que vingt-quatre heures et cela ne suffit pas pour tout ce qu'il y a à faire. Quoi qu'il en soit, M. le Conseiller fédéral, comptez sur moi pour cette affaire du charbon car je sais parfaitement bien que dans l'état actuel de notre situation politique intérieure la question la plus grave est celle du

264

22 JANVIER 1919

chômage; il ne faut pas que l'ouvrier, voyant les fabriques fermées, ait la tentation de rester dans la rue.

[...]

Quant au voyage en Belgique de MM. Hirter et Joerin, père, je crois, en effet, qu'il est préférable d'attendre le résultat de la première enquête que M. Gorjat va faire. Il sera toujours à temps que ces deux messieurs viennent ensuite mais, pour le moment, il me paraît opportun de ne pas trop multiplier les missions dans un même but et de centraliser sur une même délégation tous les efforts.¹

1. Cf. n° 126.